

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 2002

[C — 3583]

6 AOUT 1993

## Loi portant des dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés (1)

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, Ministres réunis en Conseil,

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'article 79 de la Constitution;

Les Chambres ont adopté et Nous, Ministres réunis en Conseil, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 208 du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par la disposition suivante :

Article 208. § 1er. Les pertes professionnelles antérieures sont successivement déduites des revenus professionnels de chacune des périodes imposables suivantes.

La déduction ne peut en aucun cas dépasser, par période imposable, 20 millions de francs ou, lorsque le montant des bénéfices après application des articles 202 à 205 excède 40 millions de francs, la moitié de ce montant.

§ 2. Lorsqu'en application de l'article 46, § 1er, alinéa 1er, 2°, et alinéa 2, ou de l'article 211, § 1er, une société reçoit l'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens ou absorbe en tout ou en partie une autre société par fusion ou scission, les pertes professionnelles que la société absorbante ou bénéficiaire a éprouvées avant cet apport ou cette absorption ne sont définitivement déductibles qu'en proportion de la part que représente l'actif net fiscal de la société absorbante ou bénéficiaire avant cette opération dans le total de l'actif net fiscal de cette société et de la valeur fiscale nette des éléments apportés ou absorbés, également avant l'opération.

En cas de fusion opérée en application de l'article 211, § 1er, les pertes professionnelles qu'une société absorbée a éprouvées avant cette fusion restent déductibles dans le chef de la société absorbante en proportion de la part que représente l'actif net fiscal avant la fusion des éléments absorbés de la société citée en premier lieu, dans le total, également avant la fusion, de l'actif net fiscal de la société absorbante et de la valeur fiscale nette des éléments absorbés. En cas de scission opérée en application de l'article 211, § 1er, la règle tracée ci-avant s'applique à la partie des pertes professionnelles qui est déterminée en proportion de la valeur fiscale nette des éléments absorbés dans le total de l'actif net fiscal de la société absorbée ».

Art. 2 L'article 210 du même Code est modifié comme suit :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

\* § 1er. Les articles 208 et 209 sont également applicables :

1° en cas de fusion par absorption ou par constitution d'une nouvelle société, de scission par absorption ou par constitution de nouvelles sociétés ou d'opérations assimilées à une fusion de sociétés;

2° en cas de dissolution sans qu'il y ait partage de l'avoir social, autre que dans les cas visés au 1°;

(1) Session 1992-1993 :

Sénat de Belgique

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 765/1 — Rapport de la Commission des finances, n° 765/2 — Amendements n° 765/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance plénière du 13 juillet 1993.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat n° 1115/1 — Rapport de la Commission des finances, n° 1115/2.

Annales parlementaires. — Compte rendu analytique de séance plénière du 19 juillet 1993.

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 2002

[C — 3563]

6 AUGUSTUS 1993

## Wet houdende fiscale bepalingen inzake fusie en splitsing van vennootschappen (1)

IN NAAM VAN HET BELGISCH VOLK

Wij, Ministers in Raad verenigd,

Krachtens de macht die ons verleend wordt bij artikel 79 van de Grondwet;

De Kamers hebben aangenomen en Wij, in Raad verenigde Ministers, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 206 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt vervangen door de volgende bepaling :

\* Artikel 206. § 1. Vorige beroepsverliezen worden achtereenvolgens van de winst van elk volgende belastbare tijdperk afgetrokken.

De aftrek mag per belastbaar tijdperk in geen geval meer bedragen dan 20 miljoen frank of, wanneer de winst na toepassing van de artikelen 202 tot 205, meer dan 40 miljoen frank bedraagt, de helft van die winst.

§ 2. Wanneer een vennootschap de inbreng van een bedrijfsafdeling of een tak van werkzaamheid of van een algemeenheid van goederen heeft verkregen of een andere vennootschap door fusie of splitsing geheel of gedeeltelijk heeft overgenomen met toepassing van artikel 46, § 1, eerste lid, 2° en tweede lid, of van artikel 211, § 1, zijn de beroepsverliezen die de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór die inbreng of die overneming heeft geleden slechts definitief aftrekbaar naar verhouding tot het evenredige aandeel van de fiscale nettowaarde van de overnemende of verkrijgende vennootschap vóór de verrichting in het totaal van de fiscale nettowaarden van die vennootschap en van de ingebrachte of overgenomen bestanddelen, eveneens vóór de verrichting.

In geval van fusie met toepassing van artikel 211, § 1, zijn de beroepsverliezen die een overgenomen vennootschap vóór die fusie heeft geleden bij de overnemende vennootschap bij voortduur aftrekbaar naar verhouding tot het evenredige aandeel van de fiscale nettowaarde van de overgenomen bestanddelen van de eerstgenoemde vennootschap vóór de fusie in het totaal van de fiscale nettowaarden, eveneens vóór de fusie, van de overnemende vennootschap en van de overgenomen bestanddelen. In geval van splitsing met toepassing van artikel 211, § 1, geldt de vorenstaande regel op het gedeelte van het bedoelde beroepsverlies dat is bepaald naar verhouding van de fiscale nettowaarde van de overgenomen bestanddelen in de totale fiscale nettowaarde van de overgenomen vennootschap ».

Art. 2. Artikel 210 van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

\* § 1. De artikelen 208 en 209 zijn mede van toepassing :

1° bij fusie door overneming of door oprichting van een nieuwe vennootschap, bij splitsing door overneming of door oprichting van nieuwe vennootschappen of bij met fusie van vennootschappen gelijkgestelde verrichtingen ;

2° bij ontbinding zonder verdeling van het maatschappelijk vermogen, anders dan in gevallen als vermeld onder 1°;

(1) Zitting 1992-1993 :

Belgische Senaat

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 765/1 — Verslag namens de Commissie voor de financiën, nr. 765/2. — Amendementen nr. 765/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. — Openbare vergadering van 13 juli 1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1115/1 — Verslag namens de Commissie voor de financiën, nr. 1115/2.

Parlementaire Handelingen. — Beknopt verslag van de plenaire vergadering van 19 juli 1993.

3° en cas d'adoption d'une autre forme juridique, sauf dans les cas visés aux articles 165 à 174 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

4° en cas de transfert à l'étranger du siège social, du principal établissement ou du siège de direction ou d'administration ».

2° au § 2, les mots « dans les cas visés au § 1er, 2° à 4° » sont remplacés par les mots « dans les cas visés au § 1er ».

**Art. 3.** L'article 211 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 211. § 1er. En cas de fusion, de scission ou d'opérations assimilées à une fusion, visées à l'article 210, § 1er, 1° :

1° les plus-values visées aux articles 44, § 1er, 1°, et 47, qui étaient exonérées au moment de l'opération, ainsi que les plus-values réalisées ou constatées à l'occasion de cette opération, n'interviennent pas pour l'imposition prévue à l'article 208, alinéa 2, ou à l'article 209;

2° pour le surplus, l'imposition prévue à l'article 209 ne s'applique pas dans la mesure où les apports sont rémunérés par des actions ou parts nouvelles, émises en rémunération des apports.

L'alinéa 1er est uniquement applicable à la condition que :

1° la société absorbante ou bénéficiaire soit une société résidente;

2° l'opération soit réalisée conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

3° l'opération réponde à des besoins légitimes de caractère financier ou économique.

§ 2. Dans les cas visés au § 1er, alinéa 1er, le montant du capital libéré et des bénéfices antérieurement réservés de la société absorbée ou scindée est réduit, dans le chef de la société absorbante ou bénéficiaire, à concurrence de la partie de l'apport qui n'est pas rémunérée par des actions ou parts nouvelles, émises à l'occasion de l'opération.

La réduction est d'abord imputée sur les réserves taxées, ensuite, si ces réserves sont insuffisantes, sur les réserves immunisées et, enfin, sur le capital libéré.

Dans la mesure où les apports ne sont pas rémunérés en raison du fait que les sociétés absorbantes ou bénéficiaires détiennent des actions ou parts de la société absorbée ou scindée, la réduction est, par dérogation à l'alinéa 2, imputée proportionnellement sur le capital libéré et les réserves et, pour ces dernières, en priorité, sur les réserves taxées.

Aucune réduction n'est imputée sur les plus-values visées au § 1er, alinéa 1er, 1°, à l'exception de celles dont question à l'article 47, ni aux réductions de valeur et provisions exonérées visées à l'article 48, qui se retrouvent comme telles dans la comptabilité des sociétés absorbantes ou bénéficiaires.

La réduction du capital libéré est censée être faite à la date de l'opération visée au § 1er, alinéa 1er ».

**Art. 4.** L'article 212 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 212. Dans les éventualités visées à l'article 211, les amortissements, déductions pour investissement, moins-values ou plus-values à envisager dans le chef des sociétés absorbantes ou bénéficiaires, sur les éléments qui leur ont été apportés, ainsi que le capital libéré sont déterminés comme si la fusion ou la scission n'avait pas eu lieu.

Dans les mêmes éventualités, les dispositions du présent Code restent applicables, selon les modalités et aux conditions qui y sont prévues, aux réductions de valeurs, provisions, sous-estimations, surestimations, subsides, créances, plus-values et réserves existant dans les sociétés absorbées ou scindées, dans la mesure où ces éléments se retrouvent dans les avoirs des sociétés absorbantes ou bénéficiaires; la fusion ou la scission ne peut avoir pour effet une prolongation du délai de rempli des plus-values soumises à cette condition au-delà du terme initialement prévu ».

3° bij het aannemen van een andere rechtsvorm, behalve in gevallen als vermeld in de artikelen 165 tot 174 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

4° bij het overbrengen van de maatschappelijke zetel, de voornaamste inrichting of de zetel van bestuur of beheer naar het buitenland ».

2° in § 2 worden de woorden « In de gevallen vermeld in § 1, 2° tot 4° » vervangen door de woorden « In de in § 1 vermelde gevallen ».

**Art. 3.** Artikel 211 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 211. § 1. In geval van fusie, splitsing of met fusie gelijkgestelde verrichtingen als vermeld in artikel 210, § 1, 1° :

1° komen de meerwaarden als vermeld in de artikelen 44, § 1, 1° en 47, die op het ogenblik van de verrichting zijn vrijgesteld, en de meerwaarden die naar aanleiding van die verrichting worden verwezenlijkt of vastgesteld, niet in aanmerking voor belastingheffing ingevolge artikel 208, tweede lid, of artikel 209 ;

2° blijft belastingheffing ingevolge artikel 209 voor het overige achterwege voor zover de inbrengen worden vergoed met nieuwe aandelen die daartoe worden uitgegeven.

Het eerste lid is slechts van toepassing op voorwaarde dat :

1° de overnemende of de verkrijgende vennootschap een binnenlandse vennootschap is ;

2° de verrichting wordt verwezenlijkt overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

3° de verrichting beantwoordt aan rechtmatige financiële of economische behoeften.

§ 2. In de in § 1, eerste lid, vermelde gevallen wordt het bedrag van het gestorte kapitaal, en van de voorheen gereserveerde winst van de overgenomen of gesplitste vennootschap, ten name van de overnemende of verkrijgende vennootschap verminderd met het gedeelte van de inbreng dat niet wordt vergoed met nieuwe aandelen die naar aanleiding van de verrichting worden uitgegeven.

De vermindering wordt eerst aangerekend op de belaste reserves, daarna, indien die reserves ontoereikend zijn, op de vrijgestelde reserves en ten slotte op het gestorte kapitaal.

In zover de inbrengen niet worden vergoed omdat de overnemende of verkrijgende vennootschappen in het bezit zijn van aandelen van de overgenomen of gesplitste vennootschap wordt, in afwijking van het tweede lid, de vermindering verhoudingsgewijs aangerekend op het gestorte kapitaal en de reserves, waarbij de vermindering van de reserves bij voorrang op de belaste reserves wordt aangerekend.

Geen enkele vermindering wordt, behoudens wat betreft de in artikel 47 vermelde meerwaarde, aangerekend op de in § 1, eerste lid, 1° vermelde meerwaarden, noch op de in artikel 48 vermelde vrijgestelde waardeverminderingen en voorzieningen die als dusdanig in de boekhouding van de overnemende of verkrijgende vennootschappen worden teruggevonden.

De vermindering van het gestorte kapitaal wordt geacht te zijn gedaan op de datum van de in § 1, eerste lid, vermelde verrichting ».

**Art. 4.** Artikel 212 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 212. In gevallen als vermeld in artikel 211 worden de afschrijvingen, investeringsafrekken, minderwaarden of meerwaarden die bij de overnemende of verkrijgende vennootschappen met betrekking tot de bij hen ingebrachte bestanddelen in aanmerking worden genomen en het gestorte kapitaal bepaald alsof de fusie of de splitsing niet had plaatsgevonden.

In dezelfde gevallen blijven de bepalingen van dit Wetboek op de wijze en onder de voorwaarden als daarin zijn gesteld, van toepassing op de waardeverminderingen, voorzieningen, onderwaarderingen, subsidies, vorderingen, meerwaarden en reserves die bij de overgenomen of gesplitste vennootschappen bestonden, in zover die bestanddelen worden teruggevonden in de activa van de overnemende of verkrijgende vennootschappen; de fusie of splitsing mag niet tot gevolg hebben dat de oorspronkelijke termijn voor herbelegging van de aan die voorwaarden onderworpen meerwaarden wordt verlengd ».

**Art. 5.** L'article 213 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 213. Pour déterminer le capital libéré et les bénéfices antérieurement réservés à envisager en cas de scission dans le chef de chacune des sociétés absorbantes ou bénéficiaires et pour déterminer la réduction visée à l'article 211, § 2, ces sociétés sont censées avoir repris ou reçu le capital libéré, les réserves taxées et immuniées de la société scindée, proportionnellement à la valeur fiscale nette des apports effectués par cette dernière à chacune d'elles ».

**Art. 6.** L'article 214 du même Code modifié par l'article 21 de la loi du 28 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 214. § 1er. Sauf dans les cas où une société résidente est transformée en une société agricole qui n'a pas opté pour l'assujettissement à l'impôt des sociétés, et nonobstant les dispositions de l'article 210, § 1er, 3<sup>o</sup>, l'imposition prévue aux articles 208 et 209 ne s'applique pas lors de l'adoption d'une autre forme juridique lorsque l'évaluation des éléments de l'actif et du passif, y compris le capital et les réserves, n'est pas modifiée à l'occasion de l'opération. L'article 212 est applicable aux sociétés ainsi transformées.

L'article 212 est également applicable dans les cas où des sociétés constituées sous l'une des formes prévues au Code de commerce ont été transformées en exemption d'impôt avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 février 1987 modifiant, en ce qui concerne la transformation de sociétés, les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 2. Pour l'application des articles 212 et 213, les fusions, scissions, transformations et apports d'une ou plusieurs branches d'activité ou d'une universalité de biens auxquels les sociétés absorbées, scindées ou transformées ont participé antérieurement en exemption d'impôt sont censés n'avoir pas eu lieu. »

**Art. 7.** L'article 345, § 1er, alinéa 1er, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 28 juillet 1992 et par l'article 19 de la loi du 28 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> qu'une opération visée aux articles 46, § 1er, alinéa 1er, 2<sup>o</sup>, 211, § 1er, alinéa 1er, ou 344, § 2, réponde bien à des besoins légitimes de caractère financier ou économique; ».

**Art. 8.** L'article 31 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales est complété par les alinéas suivants :

« Dans ces cas, les amortissements, déductions pour investissement, moins-values ou plus-values et le capital social réellement libéré sont déterminés comme si les opérations n'avaient pas eu lieu, dans le chef des sociétés qui absorbent, que ce soit au bénéfice de la Région flamande, de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-capitale, les branches d'activité des institutions visées à l'alinéa 1er.

Les dispositions du Code des impôts sur les revenus applicables aux réductions de valeur, provisions, sous-estimations, surestimations, subsides, créances, plus-values et réserves existants dans le chef des sociétés qui sont dissoutes à l'occasion de ces opérations, continuent à s'appliquer aux sociétés qui en sont issues selon les modalités et aux conditions prévues par ce Code dans la mesure où ces éléments s'y retrouvent.

Ces opérations ne peuvent avoir pour effet une prolongation du délai de rempli des plus-values soumises à cette condition au-delà du terme initialement prévu ».

**Art. 9. § 1er.** Les articles 1er à 7 sont applicables aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29 juin 1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.

**Art. 5.** Artikel 213 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 213. Bij het bepalen van het gestort kapitaal en van de voorheen gereserveerde winst die in geval van splitsing bij elk van de overnemende of verkrijgende vennootschappen in aanmerking worden genomen, en bij het bepalen van de in artikel 211, § 2, vermelde vermindering, worden die vennootschappen geacht het gestorte kapitaal, de belaste reserves en de vrijgestelde reserves van de gesplitste vennootschap evenredig met de fiscale netto-waarde van de door deze laatste aan elk van hen gedane inbreng te hebben overgenomen of verkregen ».

**Art. 6.** Artikel 214 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 28 juli 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 214. § 1. Behoudens wanneer een binnenlandse vennootschap wordt omgezet in een landbouwvennootschap die niet voor de heffing van de vennootschapsbelasting heeft gekozen, en niettegenstaande het bepaalde van artikel 210, § 1, 3<sup>o</sup>, blijft belastingheffing ingevolge de artikelen 208 en 209 achterwege bij het aannemen van een andere rechtsvorm, wanneer de waardering van de activa en passivabestanddelen, met inbegrip van het kapitaal en de reserves, geen wijziging ondergaat naar aanleiding van de verrichting. Artikel 212 is van toepassing op de aldus omgezette vennootschappen.

Artikel 212 is mede van toepassing ingeval vennootschappen die zijn opgericht in een der vormen bepaald in het Wetboek van koophandel, met vrijstelling van belasting zijn omgezet vóór de inwerkingtreding van de wet van 23 februari 1987 tot wijziging, wat de omzetting van vennootschappen betreft, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

§ 2. Voor de toepassing van de artikelen 212 en 213 worden de fusies, splitsingen en omzettingen, alsmede de inbreng van één of meer bedrijfsafdelingen of takken van werkzaamheid of van een algemeenheid van goederen waarin de overgenomen, gesplitste of omgezette vennootschappen voorheen met vrijstelling van belasting hebben deelgenomen, geacht niet te hebben plaatsgevonden ».

**Art. 7.** Artikel 345, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 28 juli 1992 en bij artikel 19 van de wet van 28 december 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1<sup>o</sup> een verrichting als vermeld in de artikelen 46, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, 211, § 1, eerste lid of 344, § 2, wel degelijk beantwoordt aan rechtmatige financiële of economische behoeften; ».

**Art. 8.** Artikel 31 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen, wordt aangevuld met de volgende leden :

« In die gevallen worden de afschrijvingen, investeringsaftrekken, minderwaarden of meerwaarden en het werkelijk gestorte maatschappelijk kapitaal bij de vennootschappen die de taken van de in het eerste lid bedoelde instellingen overnemen hetzij voor het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, bepaald alsof de verrichtingen niet hadden plaatsgevonden.

De bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen die van toepassing zijn op de waardeverminderingen, voorzieningen, onder- en overwaarderingen, subsidies, vorderingen, meerwaarden en reserves die bij de bij die verrichtingen ontbonden instellingen bestonden, blijven van toepassing op de daaruit ontstane vennootschappen op de wijze en onder de voorwaarden als daarin zijn gesteld, in zoverre die bestanddelen erin worden teruggevonden.

Die verrichtingen mogen niet tot gevolg hebben dat de oorspronkelijke termijn voor herbelegging van de aan die voorwaarden onderworpen meerwaarden wordt verlengd ».

**Art. 9. § 1.** De artikelen 1 tot 7 zijn van toepassing op de verrichtingen die plaatsvinden vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet van 29 juni 1993 tot wijziging, wat de fusies en splitsingen van vennootschappen betreft, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.

§ 2. L'article 8 produit ses effets le 1er janvier 1990.  
Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 août 1993.

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,  
G. COEME

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
W. CLAES

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,  
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Politique scientifique,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre du Commerce extérieur  
et Ministre des Affaires européennes,  
R. URBAIN

Le Ministre des Pensions,  
F. WILLOCKX

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
chargé de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes,  
M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises  
et de l'Agriculture,  
A. BOURGEOIS

Le Ministre de la Défense nationale,  
L. DELCROIX

Le Ministre du Budget,  
M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
M. DE GALAN

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

§ 2. Artikel 8 treedt in werking op 1 januari 1990.  
Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 augustus 1993

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,  
G. COEME

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
W. CLAES

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en Economische Zaken,  
M. WATHELET

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Wetenschapsbeleid,  
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van Buitenlandse Handel,  
en Minister van Europese Zaken,  
R. URBAIN

De Minister van Pensioenen,  
F. WILLOCKX

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,  
L. TOBBACK

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
belast met het Beleid van gelijke kansen tussen mannen en vrouwen,  
M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen  
en Landbouw,  
A. BOURGEOIS

De Minister van Landsverdediging,  
L. DELCROIX

De Minister van Begroting,  
M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
M. DE GALAN

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 93 — 2003

[C — 3564]

6 AOUT 1993

Loi portant modification du Code des impôts  
sur les revenus en ce qui concerne les pompiers volontaires (1)

AU NOM DU PEUPLE BELGE,  
Nous, Ministres réunis en Conseil,

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par l'article 79 de la Constitution;

Les Chambres ont adopté et Nous, Ministres réunis en Conseil, Sanctionnons ce qui suit :

Article. 1er. L'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par la loi du 28 juillet 1992, est complété comme suit :

« 12° les allocations des pompiers volontaires des services publics d'incendie à concurrence de 60 000 francs ».

(1) Voir note à la page suivante.

N. 93 — 2003

[C — 3564]

6 AUGUSTUS 1993. — Wet houdende wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen voor wat betreft de vrijwillige brandweerlieden (1)

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK,  
Wij, Ministers in Raad verenigd,

Krachtens de macht die ons verleend wordt bij artikel 79 van de Grondwet;

De Kamers hebben aangenomen en Wij, in Raad verenigde Ministers, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 38 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, wordt aangevuld als volgt :

« 12° vergoeding van de vrijwilligers van de openbare brandweerkorpsen tot het beloop van 60.000 frank ».

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.